

### *Le dollar canadien*

Dans les commentaires qu'il a faits aujourd'hui, le chef de l'opposition (M. Clark) a dit très justement—sur ce point je suis d'accord avec lui; j'en viendrai tout à l'heure aux points sur lesquels je suis en désaccord avec lui—que la piètre tenue du dollar canadien n'est pas attribuable au taux d'escompte ou à n'importe quel autre aspect mineur de la politique monétaire ou financière d'ensemble, mais à la situation globale de l'économie canadienne. Voilà le problème.

Si le yen japonais, le mark ouest-allemand et le franc suisse sont forts, c'est que les économies du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest et de la Suisse se portent bien. Dans ces pays et dans d'autres encore, les gouvernements se préoccupent sérieusement du rendement de l'économie nationale. Le Canada est en crise à l'heure actuelle et le dollar canadien est faible parce que le gouvernement canadien est faible et qu'il ne sait pas où il s'en va.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** C'est un fait.

Pour régler la situation du dollar à 83c. le ministre des Finances d'une part et la Banque du Canada d'autre part ont recours à deux grands moyens. Je tiens à en traiter car, de temps à autre, il convient qu'un homme politique au Canada s'arrête à une question de fond et dise ce qu'il en pense, ce qu'en pense son parti. Les deux instruments dont le gouvernement s'est servi sont le bricolage des taux d'intérêt et les emprunts à l'étranger.

En quelques mois nous sommes passés d'un taux d'escompte de 7.5 p. 100 à 11.25 p. 100. Un des résultats directs de cette politique a été regrettable. Quel a été le résultat d'une hausse pareille du taux d'escompte? Sauf erreur, l'an dernier, le taux d'escompte a été haussé sept fois. C'est ce qu'a fait la Banque du Canada avec l'entier appui du gouvernement du Canada, et j'en suis convaincu, sur son ordre. Avec le résultat désastreux qu'on sait, soit que tous les taux d'intérêts ont augmenté, ce dont les hommes d'affaires ont souffert. En conséquence, ils n'ont pu donner d'expansion à leurs entreprises et fournir en plus grand nombre les emplois dont nous avons tant besoin.

De plus, les taux hypothécaires ont monté. Ce qui veut dire que les familles canadiennes en quête de maisons n'ont pu s'en permettre l'achat, ou encore ont dû les payer beaucoup plus cher. L'accès au crédit à la consommation s'en est trouvé réduit d'autant. Le coût du crédit à la consommation s'est accru en proportion de la hausse du taux bancaire. Dans chacun de ces cas, qu'il s'agisse du taux d'intérêt sur les prêts aux entreprises, de celui sur les prêts à la consommation ou de celui sur les prêts hypothécaires, les répercussions sur notre économie ont été négatives. Il en est résulté non pas une diminution, mais une accentuation des pressions inflationnistes à l'intérieur même de notre pays.

Je ne serais pas surpris que le ministre des Finances et peut-être—soit dit sans exagération—le ministre qui vient de parler le nient, ils diront très probablement que ces répercussions ont été positives et que la hausse des taux d'intérêt, qui à notre avis a été une mesure déplorable qu'on n'aurait pas dû

[M. Broadbent.]

prendre, était nécessaire. Pourquoi? Pour attirer les investisseurs étrangers et pour freiner la sortie des capitaux canadiens.

Que s'est-il passé au cours de la période où on a exercé ces pressions à la hausse sur les taux d'intérêt? En 1978, cela n'a pas marché. C'est facile à constater. L'an dernier, des capitaux d'une valeur globale d'environ 2 milliards de dollars ont été investis non pas au Canada, mais à l'étranger par des entreprises canadiennes. Où les entreprises en question ont-elles investi ces capitaux? Les capitaux allaient surtout vers les États-Unis qui, au cours de cette même période, avaient des taux d'intérêt inférieurs. Si les taux d'intérêt avaient été un facteur important aux yeux des investisseurs, il est évident que les capitaux ne se seraient pas acheminés vers ce pays. Pourquoi un pays comme la Suisse, dont le taux d'intérêt était bien inférieur à celui du Canada tout au long de cette période, réussit-il à attirer tous les capitaux étrangers qu'il désire?

Je reviendrai dans un moment sur la valeur de ces capitaux pour le Canada, mais je voudrais tout d'abord parler de l'efficacité de cette mesure. Le gouvernement et la Banque du Canada sont d'avis qu'il nous fallait augmenter les taux d'intérêt—même si cela était nuisible, au moins pour combattre notre inflation—pour attirer des capitaux chez nous. Or, nous enregistrons maintenant au Canada une sortie nette de capitaux. Ils ne rentrent pas. Des pays qui voulaient obtenir des capitaux, comme la Suisse et les États-Unis, ont maintenu leurs taux d'intérêt à un niveau inférieur aux nôtres et ils ont pourtant réussi à attirer et à obtenir des capitaux. A mon avis, la principale raison est que les investisseurs ont généralement eu plus confiance dans le rendement de leurs économies. Cela est un fait.

Pour renforcer le dollar, le gouvernement et la Banque du Canada ont également emprunté à l'étranger et émis de nouvelles obligations. Les résultats ainsi obtenus sont d'autant plus alarmants qu'ils ont fait ressortir le défaut de notre politique économique. L'année dernière, la Banque du Canada a emprunté en tout 3.5 milliards de dollars à l'étranger, soit deux milliards sous forme de prêts et 1.5 milliard sous forme d'obligations. Nous estimons que ces emprunts ont coûté l'année dernière 268 millions de dollars aux contribuables canadiens. Jamais plus nous n'aurons cet argent. La Banque du Canada ayant par la suite emprunté encore 1.4 milliard, cette mauvaise politique a donc coûté en tout 378 millions de dollars aux Canadiens. C'est donc plus de un million de dollars que le gouvernement dépense tous les jours pour renforcer le dollar canadien. Ce montant de plus de un million de dollars par jour, mon parti et moi estimons qu'il aurait mieux valu s'en servir pour reconstruire et moderniser le secteur manufacturier canadien, de façon à créer plus d'emplois.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Il existe deux courts arguments irrésistibles contre les deux principaux principes sur lesquels s'appuie cette politique financière, soit celui des taux d'intérêt d'une part, et celui de l'emprunt à l'étranger de l'autre. Je n'insisterai pas davantage là-dessus.